



Maître d'ouvrage

Communauté de communes du
Pays de Craon
1 rue Buchenberg
BP 71
53400 CRAON



Révision du zonage d'assainissement des
eaux usées de la commune de Cuillé

Rapport de présentation

Janvier 2019

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION.....	3
2	CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE.....	7
2.1	SITUATION GEOGRAPHIQUE	7
2.2	MILIEU NATUREL	7
2.2.1	Topographie.....	7
2.2.2	Géologie.....	7
2.2.3	Exploitation et alimentation en eau potable.....	8
2.2.4	Contraintes d'environnement	8
2.2.5	Cartographie des zones inondables et des zones humides	8
2.3	LE MILIEU RECEPTEUR	9
2.3.1	Réseau hydrographique.....	9
2.3.2	Rappel réglementaire : La DCE.....	10
2.3.3	Le SDAGE Loire Bretagne.....	11
2.3.4	Le SAGE Vilaine.....	15
2.3.5	Qualité des eaux superficielles	16
2.4	RAPPEL DE L'ETUDE DE ZONAGE DE 2002	17
3	SITUATION ACTUELLE	18
3.1	Démographie et urbanisation.....	18
3.1.1	Population – habitat.....	18
3.1.2	Urbanisation	21
3.2	Situation de l'assainissement collectif	22
3.2.1	Station d'épuration	22
3.2.2	Réseau.....	23
3.2.3	Filière Boues	23
3.2.4	Travaux réalisés sur le réseau	24
3.2.5	Redevances en vigueur	24
3.3	Situation de l'assainissement non collectif.....	25
4	MISE A JOUR DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.....	26
4.1	SYNTHESE DE LA SITUATION ACTUELLE	26

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 1

4.2	DETERMINATION DU ZONAGE	27
4.3	RESEAU PLUVIAL	27
5	AVERTISSEMENT	28
5.1	Les usagers relevant de l'assainissement collectif	29
5.2	Les usagers relevant de l'assainissement non-collectif.....	30
6	ANNEXE 1 : PRINCIPES GENERAUX DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	33
6.1	PRESCRIPTIONS COMMUNES	33
6.1.1	Règles d'implantation des dispositifs de traitement	33
6.1.2	Exécution des travaux et mise en œuvre des dispositifs.....	33
6.2	TRAITEMENT PRIMAIRE	34
6.3	TRAITEMENT SECONDAIRE	35

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 2

1 INTRODUCTION

Une première étude de zonage a été réalisée en 2002. Cette étude permettait de définir les secteurs relevant de l'assainissement collectif et ceux restant en assainissement non collectif.

La collectivité a lancé la révision de son Plan Local d'Urbanisme, il est donc nécessaire de modifier le plan de zonage d'assainissement pour mettre en cohérence les deux documents.

La Communauté de Communes du Pays de Craon a repris la compétence assainissement et devient par conséquent le Maître d'Ouvrage de cette étude. La Communauté de Communes du Pays de Craon assiste donc la commune de Cuillé pour finaliser cette étude et valider par la procédure d'enquête publique.

Une nouvelle délibération devra donc être prise pour valider le nouveau périmètre collectif.

Ce nouveau dossier se compose des chapitres suivants :

- les données caractéristiques de la commune,
- un rappel de l'ancienne étude de zonage de 2002,
- une actualisation des données démographiques, une présentation des projets d'urbanisation et une synthèse de la situation de l'assainissement collectif et non collectif,
- le projet de plan de zonage qui sera accompagné de la délibération fixant le périmètre du nouveau zonage d'assainissement.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 3

CADRE JURIDIQUE

Les communes ont l'obligation de délimiter sur leur territoire les zones relevant de « l'assainissement collectif » et les zones relevant de « l'assainissement non collectif » ainsi que les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises en raison de problèmes liés à l'écoulement ou à la pollution des eaux, en application de l'Article L 2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T).

Article L. 2224-10 du C.G.C.T.

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zones sont délimitées après Enquête Publique, selon les dispositions des Articles R 2224-6 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales.

L'Enquête Publique préalable à la définition des zones d'assainissement est précisée par l'Article R 2224-8 Code général des Collectivités Territoriales.

« Art. R. 2224-8. - L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le Maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement

La procédure mise en œuvre pour l'Enquête Publique a été modifiée par le décret N°2011-2018 du 29 Décembre 2011 portant sur la réforme de

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 4

l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement avec une entrée en vigueur au 1^{er} Juin 2012.

D'autre part, la législation et la réglementation afférentes à la procédure et au déroulement des enquêtes publiques relevant du code de l'environnement ont fait l'objet de modifications récentes et substantielles (ordonnance 2016.1060 du 3 août 2016 et décret 2017.626 du 25 avril 2017) ayant trait notamment à la dématérialisation de ces enquêtes.

Le décret détermine la procédure ainsi que le déroulement de l'enquête publique prévue par le code de l'environnement.

A ce titre :

- il encadre la durée de l'enquête, dont le prolongement peut désormais être de trente jours ;
- il facilite le regroupement d'enquêtes en une enquête unique, en cas de pluralité de maîtres d'ouvrage ou de réglementations distinctes
- il fixe la composition du dossier d'enquête, lequel devra comporter, dans un souci de cohérence, un bilan du débat public ou de la concertation préalable si le projet, plan ou programme en a fait l'objet. En plus des possibilités antérieures de consultation du dossier d'enquête et compte tenu de l'évolution de la réglementation, il est nécessaire désormais de permettre au public de consulter, à distance, l'intégralité de ce document, en version numérique, pendant toute la durée de l'enquête. De la même manière, à partir d'un poste informatique, le public doit pouvoir communiquer ses observations ou propositions par courriel, prendre connaissance des courriels déjà reçus ainsi que des mentions portées au registre « papier », voire des courriers adressés au commissaire enquêteur (à agraffer dans le registre papier et à scanner pour joindre au registre dématérialisé).
- il précise les conditions d'organisation, les modalités de publicité de l'enquête ainsi que les moyens dont dispose le public pour formuler ses observations, en permettant, le cas échéant, le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication
- il autorise la personne responsable du projet, plan ou programme à produire des observations sur les remarques formulées par le public durant l'enquête
- il facilite le règlement des situations nées de l'insuffisance ou du défaut de motivation des conclusions du commissaire enquêteur

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 5

en permettant au président du tribunal administratif, saisi par l'autorité organisatrice de l'enquête ou de sa propre initiative, de demander des compléments au commissaire enquêteur ;

- il améliore la prise en considération des observations du public et des recommandations du commissaire enquêteur par de nouvelles procédures de suspension d'enquête ou d'enquête complémentaire ;
- il définit enfin les conditions d'indemnisation des commissaires enquêteurs et introduit, dans un souci de prévention du contentieux, un recours administratif préalable obligatoire à la contestation d'une ordonnance d'indemnisation d'un commissaire enquêteur.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 6

2 CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE

2.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Cuillé est située dans le département de la Mayenne à 33 kilomètres au sud/ouest de Laval et est intégrée à la communauté de communes du Pays de Craon qui regroupe 36 autres communes. Le territoire communal, d'une superficie de 2166 hectares, est bordé par 10 communes.

2.2 MILIEU NATUREL

2.2.1 Topographie

La commune de Cuillé présente un relief est vallonné peu marqué. Le point culminant se situe à l'est du Bourg au niveau du lieu-dit « le Château de Bois Cuillé. » avec une altitude de 103 mètres et le point bas au niveau de la vallée de La Seiche en limite ouest de la commune avec une altitude de 60 mètres.

2.2.2 Géologie

La commune de Cuillé repose essentiellement sur des formations du Briovérien constituées de siltites et d'argilites plus ou moins altérées, des grauweekes feldspathiques ainsi que des altérites argilo sableuses.

Les hauts des reliefs sont masqués par des formations éoliennes constituées de limons de plateaux et de limons loessiques. Le fond des vallées est comblé par des alluvions récentes.

Ces informations proviennent du site Info Terre du BRGM et de la carte géologique N° 354 La Guerche de Bretagne et 355 Cossé le Vivien échelle : 1/50000°.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 7

2.2.3 Exploitation et alimentation en eau potable

Il n'existe pas de captage destiné à l'alimentation en eau potable sur le territoire communal. L'alimentation en eau potable est assurée par le SIAEP de Livré la Touche qui regroupe 12 communes. L'eau provient du captage de l'Eperonnière commune de Livré la Touche et du captage des Chaintres commune de Ballots. Le nombre d'abonnés en 2015 était de 3553 dont 541 pour Cuillé. La consommation était de 423 908 m³ dont 60 935 m³ pour Cuillé.

Le volume produit était de 369 342 m³ et le volume acheté au Syndicat Mixte de Renforcement du Sud/Ouest Mayenne était de 431 391 m³. Le réseau est constitué de 479,25 kilomètres de canalisation et de deux réservoirs : un de 300 m³ sur Cuillé et de 3000 m³.

2.2.4 Contraintes d'environnement

Le site internet de la DREAL des Pays de la Loire ne recense ni inventaire ni mesures de protection sur cette commune.

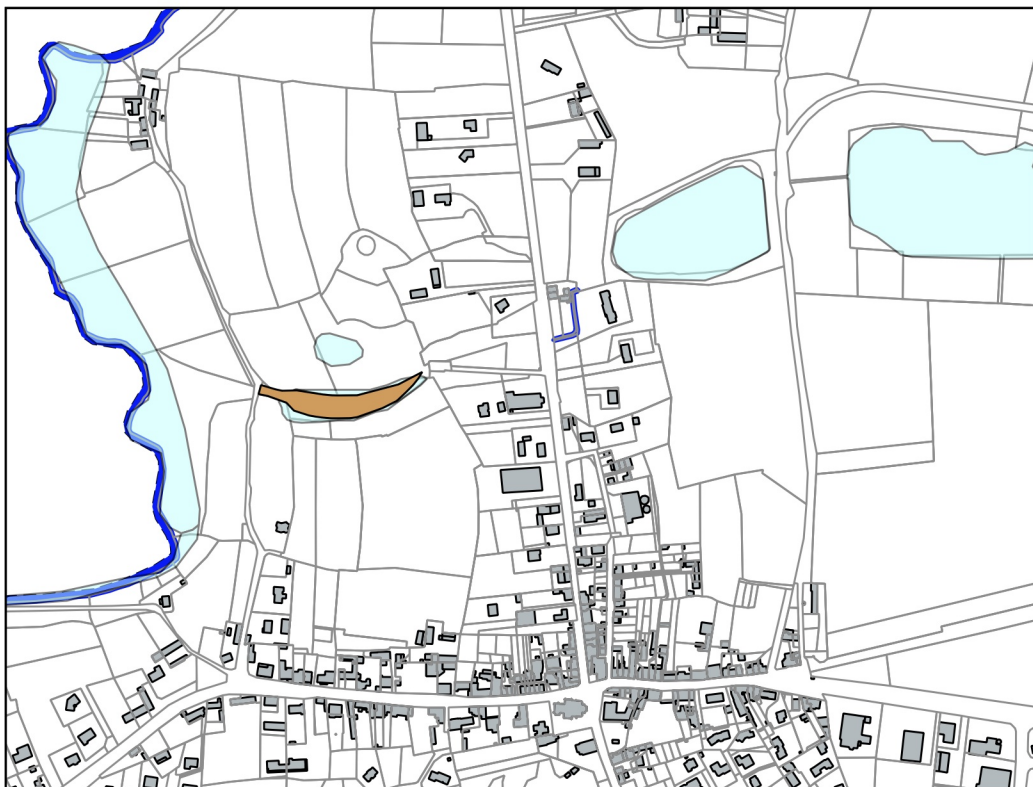
2.2.5 Cartographie des zones inondables et des zones humides

La commune de Cuillé n'est pas concernée par un Plan de Prévention aux Risques d'Inondation (PPRI).

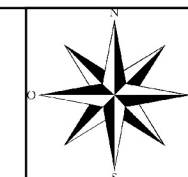
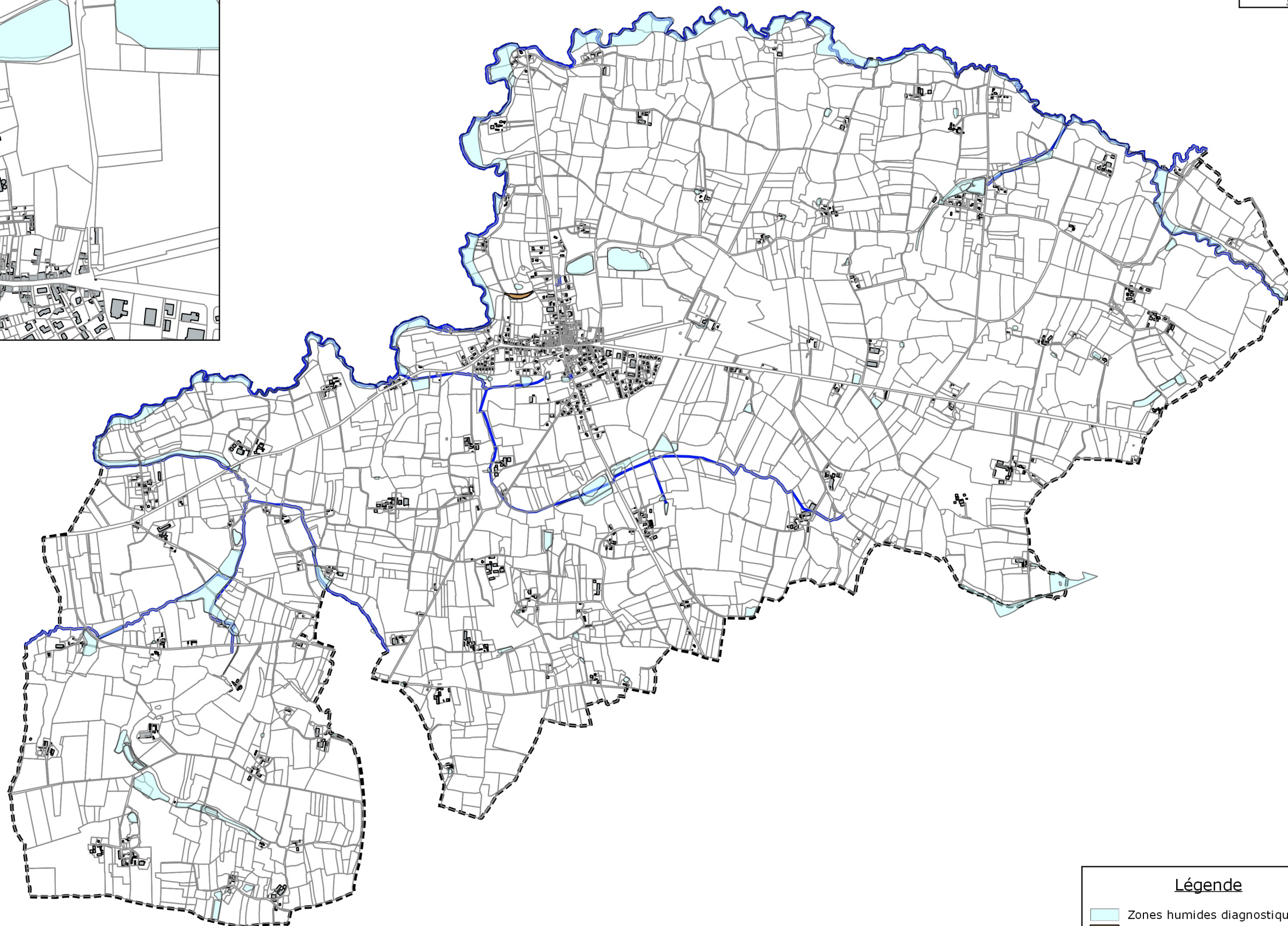
L'inventaire des zones humides a été réalisé sur la commune. Une carte page suivante présente la délimitation :

- des zones humides diagnostiquées,
- des zones humides type Loi sur l'Eau dont l'inventaire a été réalisé en 2018.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 8



Extrait cartographique au 1/8 000°



Légende

- Zones humides diagnostiquées
- Zones Humides Type Loi sur l'Eau

Maître d'ouvrage : Communauté de communes
du Pays de Craon

Opération :

**Révision du zonage d'assainissement des
eaux usées de la commune de Cuillé**



EF Etudes
4, rue Gallée
BP 4114
44341 BOUGUENNAIS
Tél : 02 51 70 67 50
Fax : 02 51 70 62 85
www.ef-etudes.fr

Plan délimitation des zones humides

Echelle : 1:25 000

Janvier 2019

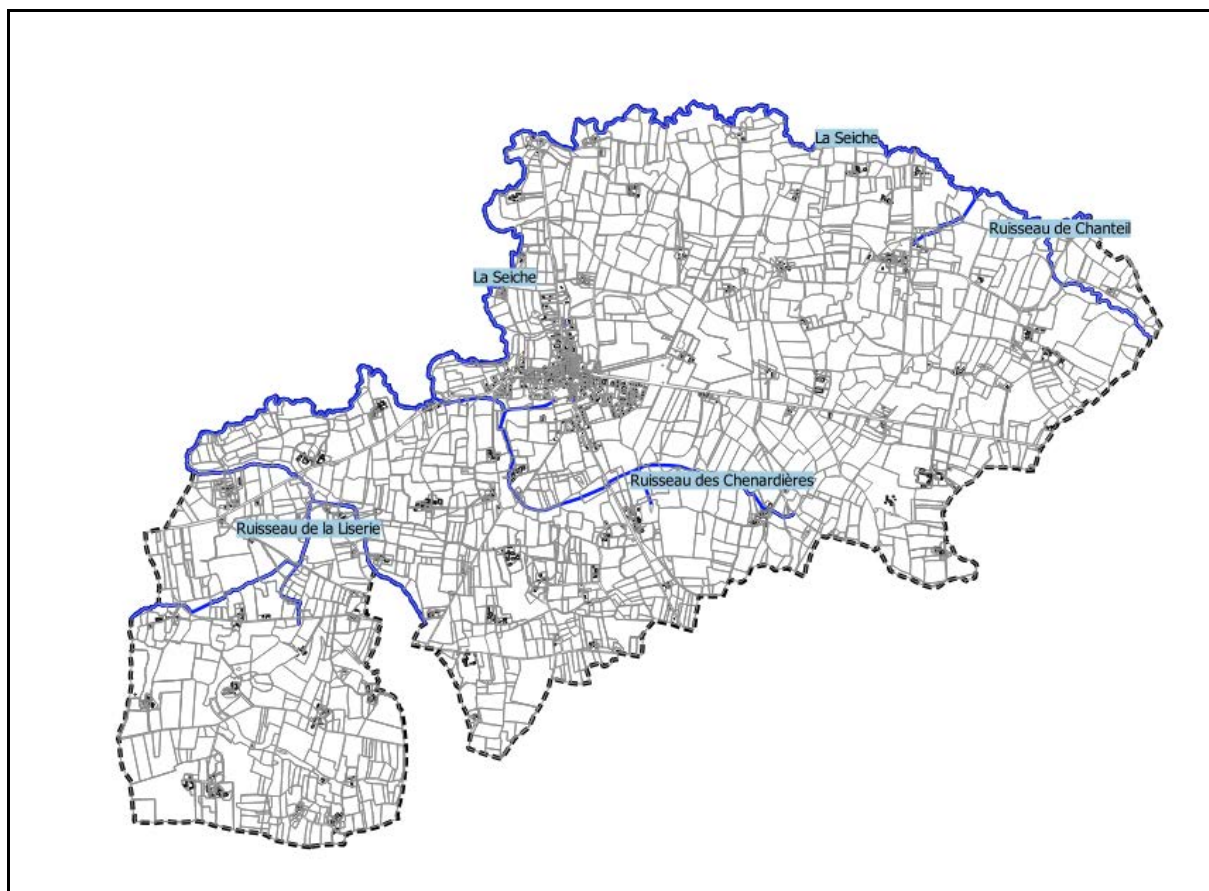
2.3 LE MILIEU RECEPTEUR

2.3.1 Réseau hydrographique

La commune de Cuillé est drainée par de nombreux cours d'eau :

- A l'Ouest par la Seiche
- Au nord/Est par le ruisseau de Chanteil,
- Au niveau du Bourg par le ruisseau des Chenardières,
- Au Sud/Ouest par le ruisseau de la Liserie.

Tous ces ruisseaux sont des affluents rive gauche de la Seiche. Une carte page ci-dessous permet de localiser ces différents cours d'eau.



Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 9

2.3.2 Rappel réglementaire : La DCE

La **Directive Cadre** sur l'**Eau** du 23 octobre 2000 (directive 2000/60) vise à donner une cohérence à l'ensemble de la législation avec une politique communautaire globale dans le domaine de l'eau. Elle définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique au plan européen avec une perspective de développement durable.

La DCE fixe des objectifs pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles (eaux douces et eaux côtières) et pour les eaux souterraines. L'objectif général est d'atteindre d'ici à 2015 le bon état des différents milieux sur tout le territoire européen.

Les grands principes de la DCE sont :

- une gestion par bassin versant ;
- la fixation d'objectifs par « masse d'eau » ;
- une planification et une programmation avec une méthode de travail spécifique et des échéances ;
- une analyse économique des modalités de tarification de l'eau et une intégration des coûts environnementaux ;
- une consultation du public dans le but de renforcer la transparence de la politique de l'eau.

La Directive Cadre sur l'Eau identifie les différentes catégories de masses d'eau (ME) et fixe des délais pour l'atteinte du bon état. L'identification des différentes masses d'eau ainsi que l'échéance à laquelle le bon état doit être atteint sont fixées dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 10

Techniquement, le bon état des eaux est atteint quand :

- Pour les eaux de surface (cours d'eau, plan d'eau, estuaire et eau côtière), l'état écologique et l'état chimique sont bons,
- Pour les eaux souterraines, l'état quantitatif et l'état chimique sont bons.

Le bon état écologique correspond au bon fonctionnement des écosystèmes du milieu aquatique. La qualité écologique se base sur l'étude de différents paramètres :

- Les paramètres biologiques (algues, invertébrés, poissons, ...),
- Les paramètres physico-chimiques,
- Les éléments de qualité hydromorphologique soutenant la biologie, pour les masses d'eau en très bon état.

L'état chimique dépend de la présence, en plus ou moins grande quantité, de substances prioritaires ou dangereuses ayant un impact notoire sur l'environnement.

2.3.3 Le SDAGE Loire Bretagne

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) est un document de planification dans le domaine de l'eau. Il définit, pour une période de six ans (2016 – 2021), les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Loire-Bretagne. Il est établi en application des articles L.212-1 et suivants du code de l'environnement.

Le Sdage est l'outil principal de mise en œuvre de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau dite directive cadre sur l'eau (DCE), transposée en droit interne par la loi n°2004-338 du

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 11

21 avril 2004. La DCE affiche une grande ambition environnementale en fixant pour objectif emblématique le bon état des eaux en 2015.

Les chapitres du Sdage 2016-2021 sont organisés en réponse aux quatre questions importantes.

La qualité de l'eau	<p>2 – réduire la pollution par les nitrates</p> <p>3 – réduire la pollution organique et bactériologique</p> <p>4 – maîtriser et réduire la pollution par les pesticides</p> <p>5 – maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses</p> <p>6 – protéger la santé en protégeant la ressource en eau</p> <p>10 – préserver le littoral</p>
Milieux aquatiques	<p>1 – repenser les aménagements de cours d'eau</p> <p>8 – préserver les zones humides</p> <p>9 – préserver la biodiversité aquatique</p> <p>10 – préserver le littoral</p> <p>11 – préserver les têtes de bassin versant</p>
Quantité	7 – maîtriser les prélèvements d'eau
Gouvernance	<p>12 –</p> <p>faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques</p> <p>13 – mettre en place des outils réglementaires et financiers</p> <p>14 – informer, sensibiliser, favoriser les échanges</p>

Deux modifications de fond complètent des objectifs :

- Le rôle des commissions locales de l'eau est renforcé
- L'adaptation au changement climatique

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 12

Quatorze chapitres présentent les orientations et les dispositions du SDAGE. De ces 14 chapitres, nous avons extraits ceux qui concernent plus particulièrement l'assainissement :

Chapitre 3 : Réduire la pollution organique et bactériologique

3A : Poursuivre la réduction des rejets directs des polluants organiques et notamment du phosphore

- 3A-1 : De poursuivre la réduction des rejets ponctuels de phosphore,
- 3A-2 : Le renforcement de l'auto-surveillance des rejets par les propriétaires ou exploitants des stations d'épuration,
- 3A-3 : De favoriser le recours à des techniques rustiques d'épuration (lagunes et filtres plantés de roseaux à écoulement vertical) pour les ouvrages de faible capacité,
- 3A-4 : L'élimination du phosphore à la source,

3B : Prévenir les apports de phosphore diffus,

- 3B-1 : De réduire les apports et les transferts de phosphore diffus à l'amont de 22 plans d'eau prioritaires,

3C : Améliorer l'efficacité de la collecte des effluents,

- 3C-1 : Un diagnostic des réseaux,
- 3C-2 : Une réduction de la pollution des rejets par temps de pluie,

3D : Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée,

- 3D-1 : La prévention du ruissellement et de la pollution dans le cadre des aménagements,
- 3D-2 : De réduire les rejets d'eau de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales,
- 3D-3 : De traiter la pollution des rejets d'eaux pluviales pour les nouveaux ouvrages,

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 13

3E : Réhabiliter les installations d'assainissement non-collectif non conformes,

- 3E-1 : L'identification de zones à enjeu sanitaire pour lesquelles la collectivité précise les travaux à réaliser sur les installations non conformes,
- 3E-2 : Des prescriptions techniques par les collectivités vis-à-vis des performances épuratoires sur le paramètre microbiologie,

Chapitre 5 : Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses

5A : Poursuivre l'acquisition et la diffusion des connaissances,

5B : Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives,

- 5B-1 : Des objectifs de réduction des émissions de substances dangereuses d'intérêt pour le bassin Loire-Bretagne,
- 5B-2 : La recherche de substances dangereuses dans les boues d'épuration, avec identification des origines au cas où elles sont détectées,

5C : Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations,

- 5C-1 : Un volet «substances toxiques » dans les règlements des services d'assainissement des collectivités de plus de 10 000 équivalents-habitants,

Chapitre 6 : Protéger la santé en protégeant la ressource en eau

6F : Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles en eaux continentales et littorales

- 6F-1 : L'actualisation régulière des profils de baignade et l'information du public

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 14

- 6F-2 : La définition de mesures visant à accroître le nombre de sites de baignade qui évoluent d'une qualité « suffisante » vers une qualité « excellente » ou « bonne »
- 6F-3 : La réalisation d'un bilan des actions mises en œuvre à la fin de chaque saison estivale pour les sites de baignade classés en qualité « insuffisante »
- 6F-4 : Des analyses de cyanobactéries pour les baignades continentales en cas d'observation d'efflorescences algales

Chapitre 10 : Préserver le littoral

10A : Réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition

10B : Limiter ou supprimer certains rejets en mer

10B-3 : La recherche d'alternatives aux rejets d'effluents dans les eaux littorales

10C : Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux de baignade

10D : Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones conchylicoles et de pêche à pied professionnelle

10E : Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones de pêche à pied de loisir.

2.3.4 Le SAGE Vilaine

Le Sage a été approuvé par arrêté préfectoral le 2 juillet 2015. Il concerne 10 000 km² de territoire, 12 600 km de cours d'eau, 527 communes, deux régions Bretagne et Pays de la Loire et 6 départements.

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) précise les 210 dispositions et les 45 orientations de gestion regroupées en 14 chapitres.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 15

Le règlement du SAGE Vilaine édicte ainsi 7 articles :

- Article 1 : Protéger les zones humides de la destruction,
- Article 2 : Interdire l'accès direct du bétail au cours d'eau,
- Article 3 : Interdire le carénage sur la grève et les cales de mise à l'eau non équipées,
- Article 4 : Interdire les rejets dans les milieux aquatiques des effluents souillés des chantiers navals et des ports,
- Article 5 : Interdire le remplissage des plans d'eau en période d'étiage,
- Article 6 : Mettre en conformité les prélèvements,
- Article 7 : Création de nouveaux plans d'eau de loisir.

2.3.5 Qualité des eaux superficielles

La commune est drainée par des ruisseaux dont l'exutoire principal est la Seiche. Un extrait de la cartographie de l'état écologique 2013 des cours d'eau (Agence de l'eau Loire-Bretagne) est présenté ci-dessous.

Cours d'eau					Niveau de confiance de l'état
Etat					
Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	
					Élevé
					Moyen
					Faible

Echéances des objectifs	
	2015
	2021
	2027
	objectif moins strict



Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 16

L'état de la masse d'eau de la Seiche de sa source jusqu'à l'Etang de Carcraon est la suivante :

Cours d'eau	Référence	Etat 2015		Niveau de confiance de l'Etat
La Seiche	FRGR0505	Médiocre		Elevé

Le SDAGE Loire Bretagne a fixé les objectifs suivants :

Cours d'eau	Référence	Etat écologique		Etat chimique		Etat Global	
La Seiche	FRGR0505	Bon Etat	2027	Bon Etat	ND	Bon Etat	2027

La commune de Cuillé est intégrée au SAGE de la Vilaine par la Seiche.

2.4 RAPPEL DE L'ETUDE DE ZONAGE DE 2002

L'étude de zonage a été réalisée en 2002 et concernait 65 habitations réparties sur 11 secteurs d'études : Bizé, La Besnerie, Bézier - Haute Folie, La Lande Ronde, Le Chemin - La Chapelle, Seiche, La Bourgeolière, La Blocherie, Les Fleurières, La Ménité, Montautier, La Maladrie et le Sud Bourg

Une estimation des contraintes parcellaires avait été réalisée permettant d'apprécier les difficultés pour réhabiliter les filières d'assainissement non collectif. 71 % des habitations concernées ne présentaient pas ou peu de contraintes parcellaires.

Lors de la réalisation de l'état des lieux des visites domiciliaires avaient été réalisées sur 33 habitations. 12 % avaient été jugées conformes au regard de la réglementation en vigueur à l'époque.

L'aptitude des sols avait été déterminée. A part le sud du Bourg qui présentait une aptitude moyenne à l'infiltration, le reste des zones d'études présentait une aptitude faible à très faible à l'infiltration. Les sols étaient à texture limono-argileuse avec des traces d'hydromorphie. La filière préconisée à l'époque était de type lit filtrant drainé vertical.

A partir de l'étude technico-économique comparative entre le maintien de l'assainissement non collectif et la mise en place d'un assainissement

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 17

collectif réalisée sur la Besnerie et la Maladrie , le choix sur les zones d'étude était le suivant :

- La Maladrie : raccordement au réseau collectif,
- La Besnerie et les autres secteurs d'étude : maintien en assainissement non collectif.

Un plan de zonage avait été établi en conséquence et validé par une délibération en date du 2 décembre 2002.

3 SITUATION ACTUELLE

3.1 Démographie et urbanisation

3.1.1 Population – habitat

Dans le cadre de l'étude de zonage, la démographie (et son évolution au cours du temps), est un facteur très important. Elle sert, en effet, de base à toute prospective de dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement des effluents.

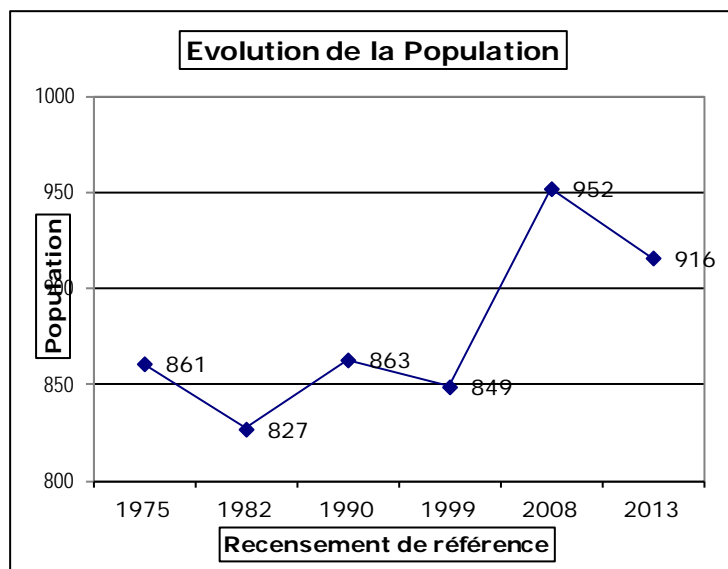
Les résultats des derniers recensements I.N.S.E.E. du secteur d'étude figurent dans les tableaux suivants.

Recensements			Densité (en hab/km ²) en 2013	Variation de la population 1999-2008	Variation de la population 2008-2013
1999	2008	2013			
849	952	916	42,3	103	-36

Après une évolution positive sur la période 1999/2008 avec + 12 %, celle régresse sur le dernier recensement avec un retrait d'environ 4 %. La population est stable sur la période 2008/2013 après une très forte progression sur la période 1990/2008.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 18

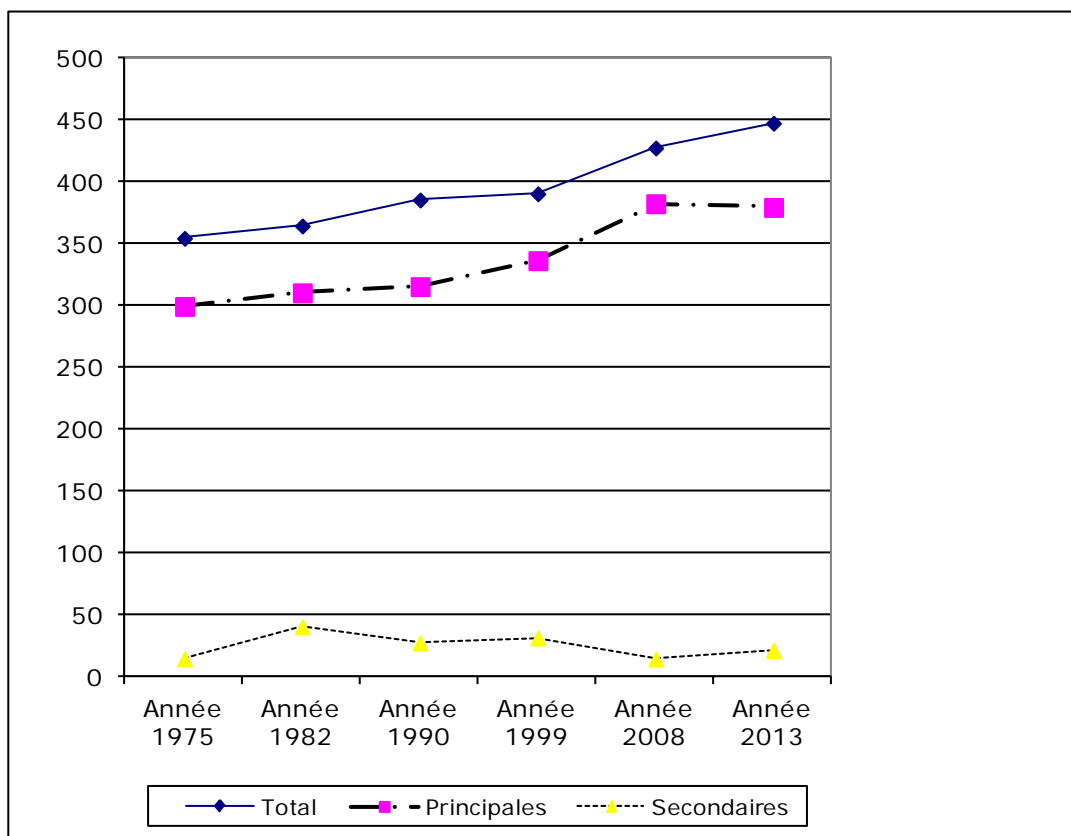
Population						
	1975	1982	1990	1999	2008	2013
PSDC	861	827	863	849	952	916



Pour l'évolution du parc des logements, le nombre des logements vacants est en hausse. Par contre celui des résidences secondaires est pratiquement stable depuis le recensement de 1990. Le nombre de résidences principales augmente faiblement ce qui explique l'évolution de la population avec un taux d'occupation qui est en baisse.

Evolution du nombre de logements						
	1975	1982	1990	1999	2008	2013
Ensemble des logements	355	365	386	391	428	448
Résidences principales	300	311	316	337	383	380
Taux d'occupation	2,87	2,77	2,73	2,52	2,49	2,41
Résidences secondaires	15	41	28	32	15	22
Logements vacants	40	13	42	22	30	46

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 19



La densité de population était de 42,3 habitants par km² en 2013 alors que celle du département de la Mayenne était de 59,4. Pour ce qui concerne le taux d'occupation, celui-ci est de 2,41 occupants par logement pour une moyenne départementale de 2,33 en 2013.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 20

3.1.2 Urbanisation

La commune de Cuillé procède à l'élaboration d'un Plan Local d'urbanisme. Les projets d'urbanisation et les Orientations d'Aménagement et de Programmation définis dans le PLU sont les suivants :

HABITAT			
Secteurs	Surface en hectare	Densité (logts/ha)	Nombre de logements
EXTENSION URBAINE HABITAT			
OAP n°1 : Secteur du Chemin du Clos (extension) (1AUh/2AUh)	4 ha	12	48
OAP n°1 : Secteur du Chemin du Clos (extension) (1AUI) zone de loisirs constructions légères	0,90 ha	-	-
Total			48
DENSIFICATION			
OAP n°2 : Quartier du Chêne (densification) (UA/UB)	1 ha (possibilité d'extension d'un équipement sur 1 500m ²)	12	12
Total			12
Total extension + densification			60
Nombre Equivalents Habitants			115
EXTENSION URBAINE ACTIVITES ECONOMIQUES			
Secteurs	Surface en hectare		
OAP n°3 : Zone Artisanale de Cuillé	1,00 ha		
Total ha			1
Nombre Equivalents Habitants			20
Nombre d'Equivalents Habitants cumulés			134

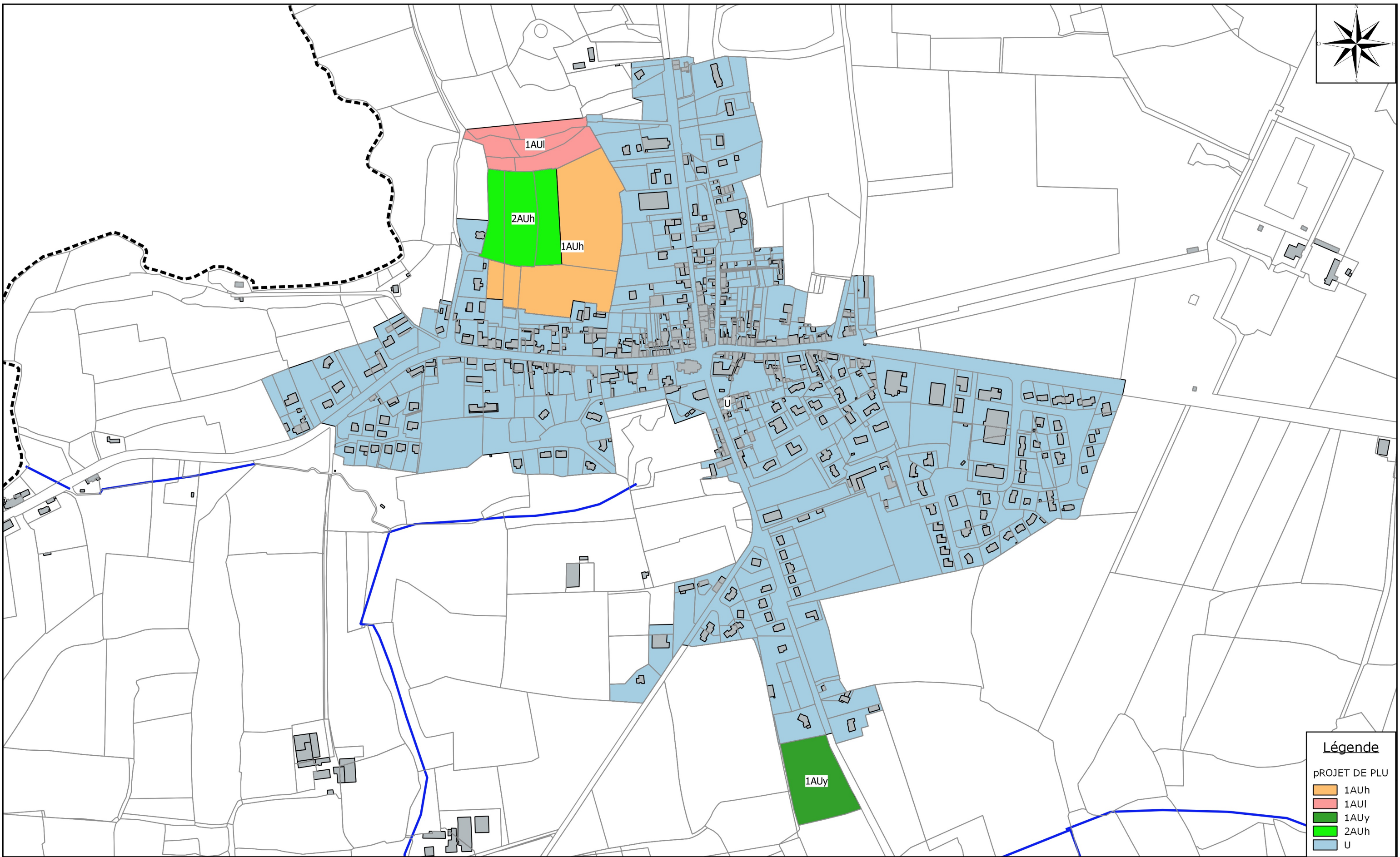
Les ratios pris en compte pour l'estimation de la charge polluante en Equivalents Habitants sont les suivants :

- Taux d'occupation : 2,3 habitants par logement (ratio pris en compte dans le PADD du PLU),
- Nombre d'Equivalents Habitants par hectare de zone d'activités : 24,
- Coefficient correcteur adapté aux communes rurales : 0,83 Equivalent Habitant pour un habitant.

La zone artisanale ne sera pas desservie par un réseau d'assainissement collectif. Par conséquent, l'impact de l'urbanisation sur la station d'épuration correspond à l'urbanisation de l'habitat soit 115 Equivalents Habitants.

Un plan page suivante présente le projet de PLU.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 21



Maître d'ouvrage : Communauté de communes
du Pays de Craon

Opération :

**Révision du zonage d'assainissement des
eaux usées de la commune de Cuillé**



EF
études

EF Etudes
4, rue Galilée
BP 4114
44341 BOUGUENAIS
Tél : 02 51 70 67 50
Fax : 02 51 70 62 85
www.ef-etudes.fr

Délimitation des zones urbanisables et urbanisées

Echelle : 1:5 000

Janvier 2019

Légende

PROJET DE PLU

- 1AUh
- 1AUI
- 1AUy
- 2AUh
- U

Le nombre de permis de construire pour des bâtiments à usage d'habitation sur la période 2012/2016 est le suivant :

Année	Nombre de permis de construire		
	PC en Assainissement Collectif	PC en Assainissement Non Collectif	Total
2012	2	1	3
2013	1	1	2
2014	3	1	4
2015	2	0	2
2016	1	2	3
Moyenne 2012/2016	2	1	3

3.2 Situation de l'assainissement collectif

3.2.1 Station d'épuration

La commune dispose d'une station d'épuration de type « Boues activées » avec une mise en service en 2009 (Code SANDRE 0453088S0002). La capacité nominale de l'ouvrage est de 750 Equivalents Habitants soit 99 m³ par jour en hydraulique et 45 Kg de DBO5/jour en organique. Le rejet s'effectue dans le ruisseau des Chenardières. L'eau traitée est de bonne qualité et respecte les exigences réglementaires.

Le rappel des taux de charge sur les quatre dernières années est présenté dans le tableau ci-dessous.

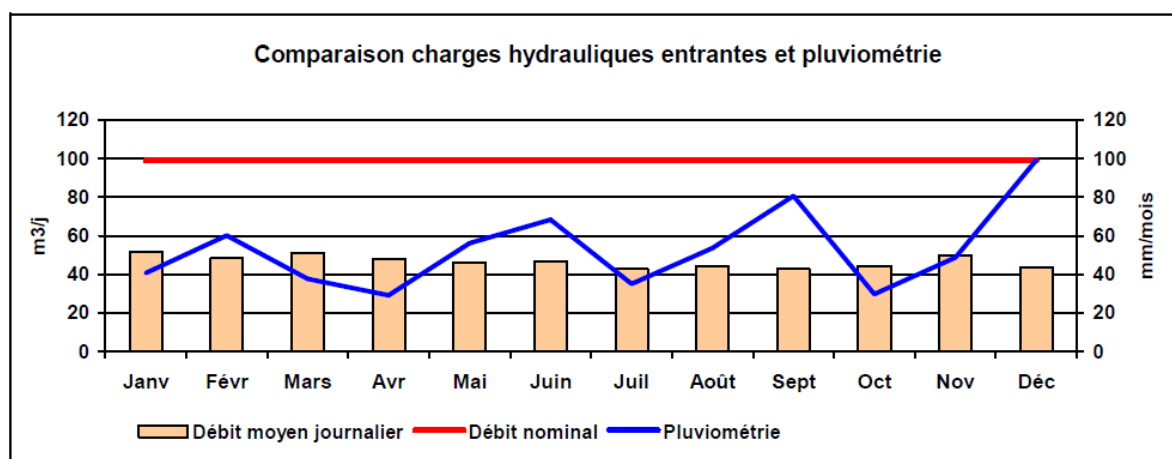
Station d'épuration	Cuillé			
Filière de traitement	Boues activées			
Capacité nominale	Equivalent Habitant	750		
	Hydraulique en m³	99		
	Organique en Kg de DBO5	45		
Année	Charge hydraulique moyenne		Charge organique moyenne	
	En m³/j	en %	en KG de DBO ₅ /j	en %
2013	71,9	73,00%	21,6	47,90%
2014	71,3	72,00%	18,5	41,00%
2015	56,2	59,00%	16	36,00%
2016	44	44,50%	22,9	50,90%
2017	63,9	64,50%	19,2	42,60%
2018	86,1	87,00%	14,6	32,50%

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 22

Les données 2018 n'étant pas complètement disponibles, il n'est pas possible pour le moment d'apporter une explication à l'augmentation de la charge hydraulique entre 2017 et 2018.

Le nombre de branchements est de 280 pour un volume assujetti 2017 de 16 401 m³. L'estimation de la population raccordée est de 571 habitants avec un volume rejeté par habitant estimé à 79 l/j. La station est équipée de deux débitmètres en entrée station et un en sortie.

Pour l'année 2017, un graphique permet de suivre l'évolution de la charge hydraulique sur la station.



On note que l'évolution de la pluviométrie n'impacte pas le volume collecté en entrée station.

3.2.2 Réseau

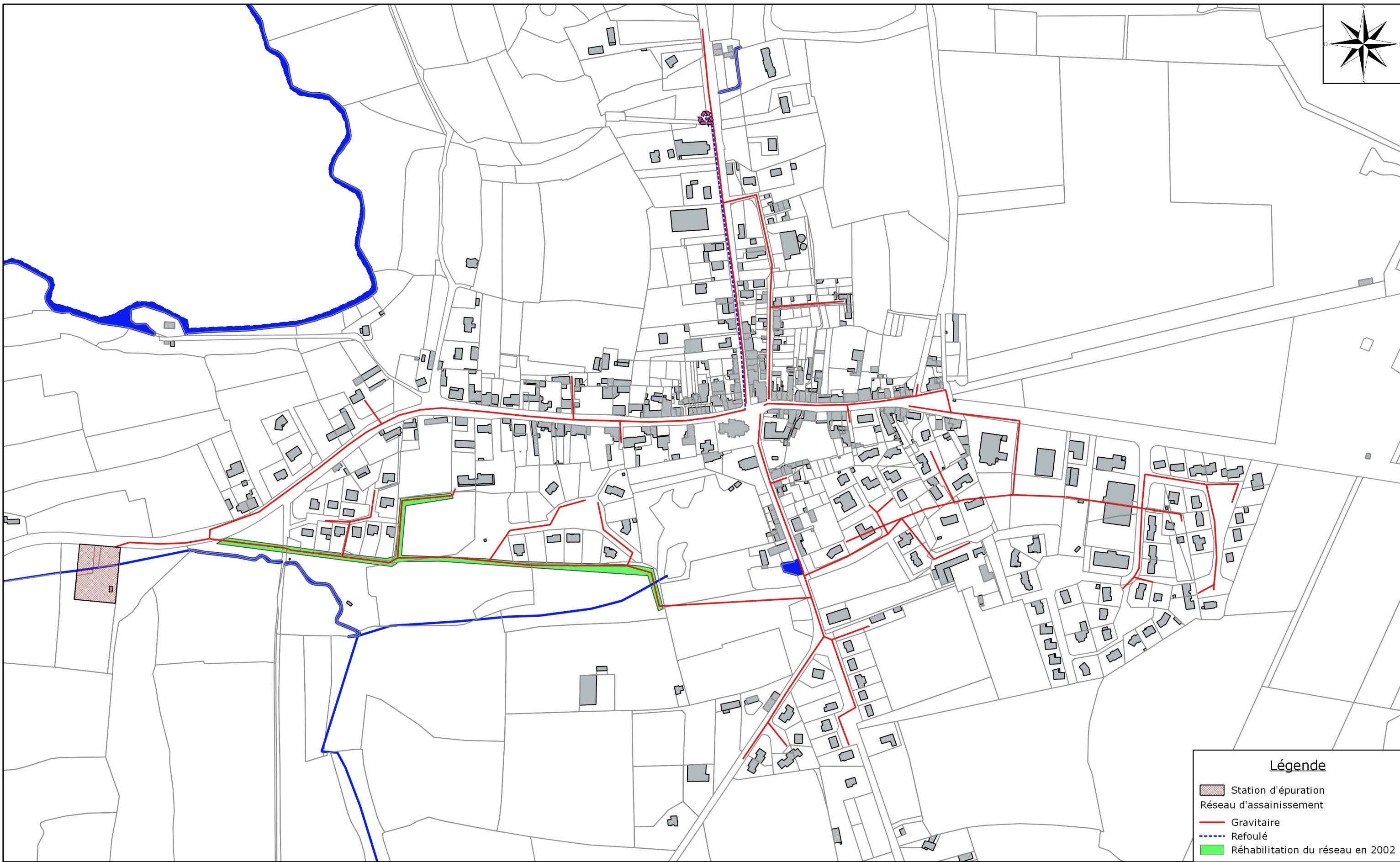
Pour le réseau, celui de Cuillé a une longueur de 5647 mètres dont 5503 mètres en gravitaire et 343 mètres en refoulement. Le poste de relevage n'est pas équipé de télésurveillance.

Un plan page suivante localise le tracé du réseau d'assainissement actuel.

3.2.3 Filière Boues

Les boues extraites sont valorisées par épandage agricole. Pour 2017, 10,56 tonnes de matières sèches ont été valorisées, pour 5,36 tonnes en 2016, il n'y a pas eu de production en 2015.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 23



Légende

- Station d'épuration
- Réseau d'assainissement
- Gravitaires
- Refoulé
- Réhabilitation du réseau en 2002

Maître d'ouvrage : Communauté de communes
du Pays de Craon

Opération :

**Révision du zonage d'assainissement des
eaux usées de la commune de Cuillé**



EF
études

EF Etudes
4, rue Galilée
BP 4114
44341 BOUGUENNAIS
Tél : 02 51 70 67 50
Fax : 02 51 70 62 85
www.ef-etudes.fr

Plan du réseau Eaux Usées

Echelle : 1:4 000

Janvier 2019

3.2.4 Travaux réalisés sur le réseau

Un diagnostic de réseau a été réalisé sur la période 2000/2003. Cette étude a été réalisée sur l'ancienne station d'épuration qui avait été mise en service en 1976. Cette étude a permis de connaître le fonctionnement du réseau en fonction des conditions climatiques et de la période de l'année. Les résultats des mesures, des investigations : passage caméra et tests à la fumée ont permis de déterminer et de localiser les dysfonctionnements observés (surcharge hydraulique). Il s'avérait que le secteur sud/ouest du bourg présentait des infiltrations importantes. En effet, la canalisation passe en terrain naturel et collectait un volume d'eaux claires surtout en période de nappe haute. Les tests à la fumée n'ont pas permis de localiser des mauvais branchements compte tenu de la présence de siphon disconnecteur. Des mesures complémentaires ont été réalisées en 2003 après les travaux de réhabilitation de la canalisation située en pâture (localisée sur le plan réseau). Ce complément a permis de constater la forte réduction du volume d'eaux parasites suite aux travaux de réhabilitation. A partir de ce constat, une estimation de la future charge collectée a été calculée en tenant compte des projets d'urbanisation. Cette charge avait été estimée à 750 Equivalents habitants ce qui a permis de lancer les études préalables à la construction de la station d'épuration actuelle.

3.2.5 Redevances en vigueur

Le montant des différentes redevances au 1^{er} Janvier 2017 sont les suivantes :

- Montant de l'abonnement annuel : 75,20 € HT,
- Surtaxe assainissement : 1,13 € du m³,

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 24

3.3 Situation de l'assainissement non collectif

La communauté de communes du Pays de Craon a pris la compétence en matière d'assainissement non collectif le 23 Mai 2013.

Le nombre d'Assainissement Non Collectif (source **Rapport sur le Prix et la Qualité de Service 2015**) était de 4093 pour l'ensemble des 37 communes.

Pour 2015 à l'échelle de la CDC du Pays de Craon, les prestations effectuées étaient les suivantes :

- Contrôle de conception : 35,
- Contrôle de bonne exécution des travaux : 70,
- Vérification de fonctionnement et d'entretien : 308,
- Vérification de fonctionnement et d'entretien dans le cadre des ventes : 107,

Le détail pour Cuillé était le suivant :

- Vérification de fonctionnement et d'entretien : 59,
- Vérification de fonctionnement et d'entretien dans le cadre des ventes : 8,
- Contrôle de conception avec permis de construire : 0,
- Contrôle de conception sans permis de construire : 2,
- Contrôle de bonne exécution des travaux : 6.

Les installations conformes selon l'arrêté du 27 Avril 2012 étaient depuis la création du SPANC de 2944 sur 3621 installations contrôlées soit un taux de conformité de 81 %. Pour Cuillé, le nombre d'installations conformes était de 136 sur 179 contrôles soit 76 % de conformité.

Sur les 107 contrôles dans le cadre des ventes, 27 installations ont été jugées conformes.

Le nombre d'installations réhabilitées a été de 70 dont :

- traitement par le sol : 1,
- traitement sur sol reconstitué : 42,
- traitement avec dispositif agréé : 27.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 25

Pour 2016, la situation SPANC était la suivante :

Cuillé	Nombre d'ANC	Nombre d'ANC visités	Habitation non habitables	Non visités	Non conformes ac travaux sous 4 ans ou mise en demeure de faire des travaux	Pas de travaux à réaliser (sauf si vente pour certains)
	189	179	4	6	41	138

Les montants TTC des différentes redevances SPANC au 1^{er} Janvier 2017 sont les suivantes :

- contrôle de conception : 55 €,
- contrôle de réalisation : 192 €,
- contrôle de bon fonctionnement tous les 8 ans : 96 €,
- diagnostic lors de transactions immobilières : 96 €.

4 MISE A JOUR DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

4.1 SYNTHESE DE LA SITUATION ACTUELLE

La situation actuelle est la suivante :

Pour l'assainissement collectif, la charge organique de la station est en moyenne pour 2018 de 32,5 %. Il reste donc en théorie un reliquat de raccordement de 506 Equivalents Habitants (67,5 % de 750 EH) pour un projet de PLU estimé à 115 Equivalents Habitants. Il resterait donc en théorie après urbanisation un reliquat de raccordement de 391 Equivalents Habitants. La station d'épuration actuelle est donc en capacité d'assurer le traitement des eaux usées actuelles et futures.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 26

La charge hydraulique a été en moyenne pour 2018 de 87 %. La pluviométrie et la période hivernale de nappe haute n'ont pas d'incidence notable sur le volume entrant à la station. Les travaux de réhabilitation ont nettement amélioré la situation.

Pour l'assainissement non collectif, le SPANC recensait 189 installations dont 179 ont été visitées. Sur les installations contrôlées, 41 étaient non conformes avec obligation de travaux sous 4 ans ou mise en demeure de faire les travaux.

4.2 DETERMINATION DU ZONAGE

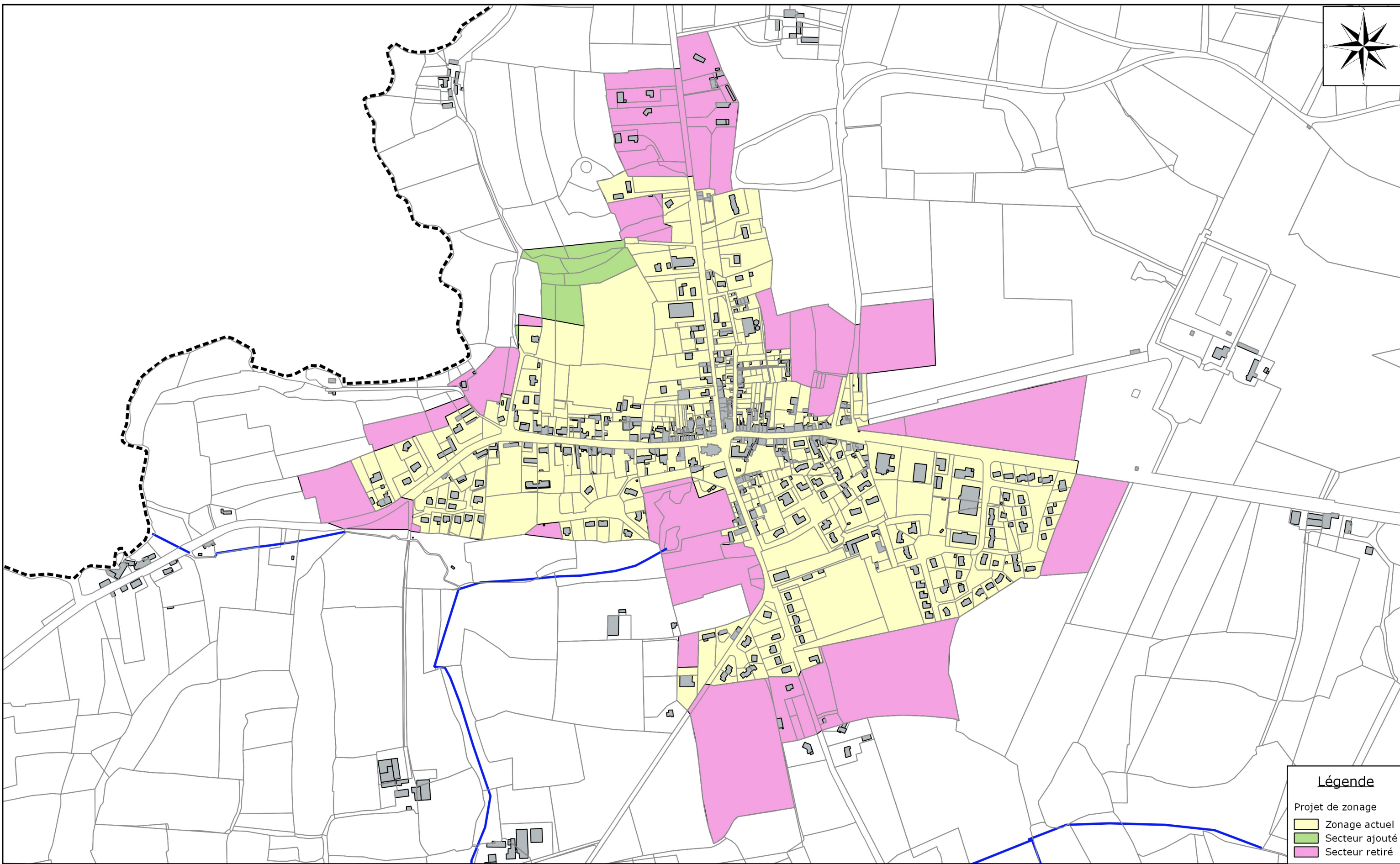
Compte tenu de cet état des lieux ; la collectivité ainsi que la communauté de communes du Pays de Craon ont décidé de :

- zoner en assainissement collectif le territoire de la commune selon les plans annexés,
- zoner en assainissement non collectif le reste du territoire de la commune.

4.3 RESEAU PLUVIAL

Compte tenu de la topographie de la commune et des projets d'urbanisation au niveau du bourg, il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires lors de la réalisation des travaux d'urbanisation pour capter et réguler l'écoulement des eaux pluviales sans porter préjudice aux secteurs situés en aval soit de manière globale soit à la parcelle. Une étude de zonage d'assainissement des eaux pluviales est réalisée en parallèle et permettra de définir par secteur les dispositions à prendre pour réguler les eaux pluviales des secteurs déjà urbanisés et ceux qui seront à urbaniser.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 27



Légende

Projet de zonage

■ Zonage actuel

■ Secteur ajouté

■ Secteur retiré

Maître d'ouvrage : Communauté de communes
du Pays de Craon

Opération :

**Révision du zonage d'assainissement des
eaux usées de la commune de Cuillé**



EF Etudes
4, rue Galilée
BP 4114
44341 BOUGUENNAIS
Tél : 02 51 70 67 50
Fax : 02 51 70 62 85
www.ef-etudes.fr

Délimitation du zonage d'assainissement Eaux Usées

Echelle : 1:5 970

Janvier 2019

5 AVERTISSEMENT

Les dispositions résultant de l'application du présent Plan de zonage ne sauraient être dérogatoires à celles découlant du Code de la Santé publique, ni à celles émanant du Code de l'Urbanisme ou du Code de la Construction et de l'Habitation.

En conséquence, il en résulte que :

- La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.
- Qu'un classement en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet :
- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement.
- Ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. (Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 28

par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.)

Les habitants de la collectivité se répartiront donc entre usagers de "l'assainissement collectif" et usagers de "l'assainissement non-collectif".

5.1 Les usagers relevant de l'assainissement collectif

Ils ont obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

A leur égard, on pourra faire une distinction entre :

Le propriétaire résidant actuellement dans une propriété bâtie :

- Qui devra à l'arrivée du réseau, faire, à ses frais, son affaire de l'amenée de ses eaux usées à la connexion de branchement au droit du domaine public ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuire de sa fosse devenant inutilisée.

Et qui d'autre part sera redevable auprès de la collectivité :

- Participation à l'Assainissement Collectif (PFAC) fixé par une délibération du Conseil Communautaire. Cette participation n'est pas encore en place au niveau de la Communauté de Communes du Pays de Craon.
- De la redevance assainissement constituée d'une part fixe forfaitaire et d'une part variable en fonction du

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 29

nombre de personnes par logement raccordé au réseau et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

Le futur constructeur :

- Participation à l'Assainissement Collectif (PFAC) fixé par une délibération du Conseil Communautaire qui peut être d'un montant différent que celle demandée pour une habitation existante mais qui ne peut excéder 80% du coût de fourniture et pose de l'installation d'assainissement non collectif qu'il aurait été amené à réaliser en l'absence de réseau collectif,
- De la redevance assainissement constituée d'une part fixe forfaitaire et d'une part variable en fonction du nombre de personnes par logement raccordé au réseau et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

5.2 Les usagers relevant de l'assainissement non-collectif

Ils ont l'obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages (si la commune n'a pas décidé la prise en charge d'entretien) pour les systèmes non collectifs.

Parallèlement à l'instauration d'un zonage d'assainissement, la Loi sur l'Eau dans son article 35-§I et I §II fait obligation aux collectivités de contrôler les dispositifs d'assainissement non-collectif. La mise en place de ce contrôle technique devait être assurée au plus tard le 31.12.2005.

Les collectivités prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 30

peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction des caractéristiques des collectivités et notamment des populations totales, agglomérées et saisonnières.

Les dispositions relatives à l'application de cet article ont été précisées par arrêté du 7 Septembre 2009 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les collectivités sur les systèmes d'assainissement non-collectif.

Cette vérification se situe essentiellement à deux niveaux :

- Pour les installations neuves ou réhabilitées : vérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages.
- Pour les autres installations : au cours de visites périodiques, vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation, de leur accessibilité, du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration, de l'accumulation normale des boues dans la fosse toutes eaux ainsi que la vérification éventuelle des rejets dans le milieu hydraulique superficiel.

De plus, dans le cas le plus fréquent où la commune n'aurait pas pris en charge l'entretien des systèmes d'assainissement non-collectif, la vérification porte également sur la réalisation périodique des vidanges. Cette périodicité doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile (arrêté du 7 Septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 – article 15) et, si la filière en comporte, sur l'entretien des dispositifs de dégraissage.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 31

A la mise en place effective de ce contrôle, l'utilisateur d'un système non-collectif sera soumis au paiement de "redevances" qui trouveront leur contre-partie directe dans les prestations fournies par ce service technique.

La procédure, les éléments pris en compte et les documents à fournir lors de ce contrôle sont fixées par l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 32

6 ANNEXE 1 : PRINCIPES GENERAUX DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le Document Technique Unifié (DTU) 64.1. du 10 Août 2013 précise les règles de mise en œuvre pour la réalisation de travaux concernant les dispositifs d'assainissement non collectif pour les maisons d'habitation individuelle jusqu'à 20 pièces principales. Ce DTU remplace la norme expérimentale (XP) Mars 2007.

6.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES

6.1.1 Règles d'implantation des dispositifs de traitement

L'emplacement du dispositif de traitement doit être situé hors zones destinées à la circulation et au stationnement de tout véhicule (engin agricole, camion, voiture,...), hors cultures, plantations et zones de stockage. Le revêtement superficiel du dispositif de traitement doit être perméable à l'air et à l'eau.

L'implantation du dispositif de traitement doit respecter une distance minimale de 5 m par rapport à tout ouvrage fondé et de 3 m par rapport à toute limite séparative de voisinage. La plantation de ligneux à proximité des épandages peut nécessiter la mise en œuvre de barrières anti-racines destinées à protéger le système d'épandage.

La fosse septique et/ou les autres dispositifs de traitement primaire doivent être munis d'au moins un tampon, permettant l'accès au volume complet de ces dispositifs. Les tampons doivent être situés au niveau du sol fini, afin de permettre leur accessibilité.

6.1.2 Exécution des travaux et mise en œuvre des dispositifs

Les travaux de terrassement doivent être conformes aux prescriptions des normes NF P 98-331. Le terrassement ne doit pas être réalisé lorsque le sol est saturé d'eau. La terre végétale décapée doit faire l'objet d'un stockage sélectif afin d'être réutilisée en recouvrement des dispositifs de traitement. L'exécution des travaux ne doit pas entraîner le compactage des terrains

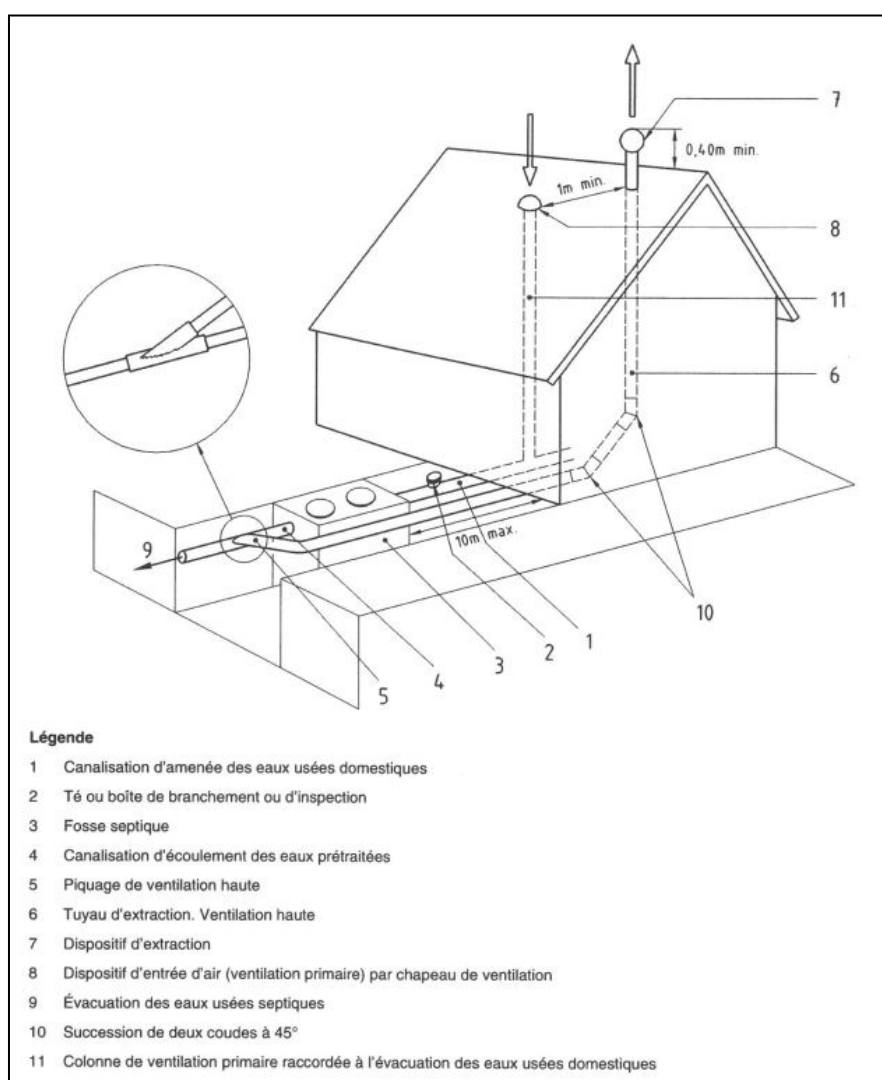
Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 33

réservés à l'infiltration afin de conserver la perméabilité initiale du sol. Les engins de terrassement ne doivent pas circuler sur les ouvrages d'assainissement ainsi qu'à leurs abords à la fin des travaux.

La mise en œuvre des canalisations de liaison en PVC entre les différents éléments de la filière doit respecter les prescriptions de la norme NF DTU 60-33.

6.2 TRAITEMENT PRIMAIRE

La mise en place du traitement primaire respectera les conditions de mise en œuvre décrites dans le DTU 64.1. La ventilation des ouvrages reprendra les éléments du schéma de principe présenté ci-dessous.



Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 34

6.3 TRAITEMENT SECONDAIRE

Pour ce qui concerne les différentes filières de traitement, l'arrêté du 7 Septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 Mars 2012 préconise toujours à l'heure actuelle les mêmes filières d'assainissement listées ci-dessous avec une priorité sur l'utilisation du sol pour le traitement et l'infiltration (tranchées d'épandage). Par contre, ce nouvel arrêté ouvre à l'utilisation de nouveaux procédés qui feront l'objet d'un contrôle de fonctionnement et de résultat selon le protocole fixé par cet arrêté. Lorsque ces filières auront répondu aux différentes exigences, une publication au Journal Officiel permettra leur préconisation au même titre que les filières habituellement préconisées.

L'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 Mars 2012 précise dans son article 17 les modalités de mise en place et d'entretien de toilettes sèches. Ce procédé se limite exclusivement aux eaux vannes. Pour les eaux grises, il sera nécessaire de préconiser une filière autorisée par l'arrêté.

L'arrêté du 7 mars 2012 modifie les prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC, afin d'harmoniser l'édifice réglementaire mis en place par les trois arrêtés du 7 septembre 2009 avec les modifications introduites par la loi Grenelle 2.

Les filières traditionnelles sont les tranchées d'épandage, le lit d'épandage, le lit filtrant drainé à flux vertical non drainé, le tertre d'infiltration, le filtre à sable vertical drainé, le lit filtrant drainé à flux vertical à massif de zéolite et le lit filtrant drainé à flux horizontal.

Les autres possibilités font l'objet d'un agrément avec une publication au Journal Officiel. La liste à jour de tous les dispositifs est accessible via Internet sur le site suivant : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>.

Le service SPANC rattaché à votre habitation est la structure dédiée à l'assainissement non collectif pour toute démarche liée à la réalisation et/ou à l'entretien des filières d'assainissement non collectif.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Cuillé	Rapport de présentation Janvier 2019 - 35